



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 06/02/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Partie nominative

ARCHIMBAUD ET FILS

7, Chemin de Dare
79170 Secondigne-Sur-Belle

Affaire suivie par : Mathieu RICHARD
Téléphone : 05 49 79 05 11
Courriel : mathieu.richard@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0007202610/MR/2026/51
Code AIOT : 0007202610

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 21/11/2025 de l'établissement ARCHIMBAUD ET FILS implanté 7, Chemin de Dare 79170 Secondigne-sur-Belle. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

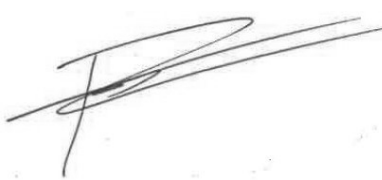


Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Mathieu RICHARD, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, Sub Chroniques, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Willy TRISTANT - Responsable QHSE (uniquement en visioconférence)
- Quentin CHARRIER
- Aymeric DE ROMANS
- Patrick HERY – Responsable du site
- Paul ROTHENBUHER – Adjoint au responsable du site

Le courriel d'échange avec l'administration est jp.archimbaud@scierie-archimbaud.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Mathieu RICHARD	La responsable de la subdivision Risques chroniques  Myriam CHEMINADE	L'adjoint au chef de l'unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres  Jean-Philippe GIONTA

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 21/11/2025 de l'établissement ARCHIMBAUD ET FILS implanté 7, Chemin de Dare 79170 Secondigne-sur-Belle, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen des prescriptions, il est attendu de l'exploitant de réaliser **des actions correctives** et de fournir les **justificatifs nécessaires** permettant de prouver le respect des mises en conformités.

- Dans un délai de trois mois :
 - **Exploitant titulaire de l'autorisation** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013 article : 1.1.1
 - **Situation administrative - Classement des installations** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013 article : 1.2.1
 - **Porter à connaissance** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013 article : 1.5.1
 - **Localisation des points de rejet** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2000 article : 4.3.4

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Défense incendie et confinement des eaux d'extinction** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2000 article : 1 – délai à compte de la date de notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure :
 - Sous 3 mois, l'exploitant transmet l'étude actualisée à l'inspection avec le descriptif des actions de confinement prévues. L'étude devra permettre de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction utilisées sur le site pourront bien être recueillies.
 - Sous 12 mois, l'exploitant met en place les dispositifs permettant de garantir le confinement des eaux d'extinction incendie sur le site et transmet à l'inspection la procédure de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction.



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 06/02/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCHIMBAUD ET FILS

7, Chemin de Dare
79170 Secondigne-Sur-Belle

Références : 0007202610/2026/51
Code AIOT : 0007202610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement ARCHIMBAUD ET FILS implanté 7, Chemin de Dare 79170 Secondigne-sur-Belle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCHIMBAUD ET FILS
- 7, Chemin de Dare 79170 Secondigne-sur-Belle
- Code AIOT : 0007202610
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS SCIERIE ARCHIMBAUD et fils exploite régulièrement sur le site de Secondigné sur Belle au 7, rue de la Dare, une scierie comprenant notamment une unité de fabrication de palettes ainsi qu'une unité de production de granulés de bois (pellets).

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 5331 du 15 avril 2013 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6231 du 21 septembre 2020 imposant notamment une étude globale de la défense incendie et du confinement des eaux d'extinction incendie du site.

Cette inspection inopinée porte principalement sur les suites de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2020 et sur la problématique des eaux du fossé situé le long du site au Nord et s'écoulant dans la rivière La Belle, à la suite d'une demande d'informations complémentaires de la part de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Risque incendie
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Situation administrative - Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Défense incendie et confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 21/09/2000, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 21/09/2000, article 4.3.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place plusieurs actions d'amélioration de la défense incendie du site y compris des actions complémentaires qui ne sont pas fixées par les dispositions de son arrêté préfectoral.

Concernant la rétention des eaux, l'exploitant doit mettre en place les dispositifs permettant

d'assurer le confinement sur site. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

L'objectif de la visite était également de faire le point sur le rejet des eaux pluviales qui s'écoulent dans un fossé puis un bassin de décantation et enfin dans la rivière la Belle, à la suite d'une demande de compléments d'informations de la part de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitant titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : La SAS SCIERIE ARCHIMBAUD & FILS, dont le siège social est situé à SECONDIGNE-SUR-BELLE (79170), est autorisée, sous réserve des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SECONDIGNE-SUR-BELLE au 7 Chemin de Dare, les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : Il est constaté que le groupe ARCHIMBAUD dispose de plusieurs sociétés régulièrement enregistrées au registre du commerce et des sociétés (RCS) sur son site de Secondigné-sur-Belle et notamment les sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">• SAS ARCHIMBAUD & FILS, dont le numéro de SIRET est le 331 152 173 00018 et dont l'activité principale est l'exploitation forestière avec le code NAF 02.20Z ;• SA SCIERIE ARCHIMBAUD, dont le numéro de SIRET est le 388 218 745 00015 et dont l'activité principale est le sciage et rabotage du bois, hors imprégnation avec le code NAF 16.10A. La société SAS SCIERIE ARCHIMBAUD & Fils n'ayant pas d'existence juridique, il convient d'actualiser l'arrêté préfectoral. L'exploitant a précisé que l'exploitant du site est la société ARCHIMBAUD est Fils.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à la préfecture, avec copie à l'inspection, sa demande de changement d'exploitant accompagnée du formulaire Kbis à jour. L'inspection régularise la situation administrative dans le cadre de la mise à jour de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative - Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations			
Prescription contrôlée :			
Listes des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.			
Numéro nomenclature	Activité	Capacité	Classement
2260-2a	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage de substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	2 145 kW	A
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW.	5 548 kW	A
2910-A2	Installations de combustion. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	17,44 MW	DC
1532	Dépôt de bois secs ou analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	13 890 m ³	D
<p>[...]</p> <p>A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique)</p> <p>Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.</p>			
<p>Constats :</p> <p>Suite aux évolutions de la nomenclature depuis 2013, les rubriques 2260, 2410 et 2910 ont été modifiées par décret pour intégrer le régime de l'enregistrement.</p> <p>Après la visite d'inspection du 12 mars 2020, l'exploitant a transmis par courrier la mise à jour du tableau de classement et a précisé conserver les capacités applicables à chaque rubrique.</p> <p>Le site relève désormais du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2260-2 et 2410, et du régime de la déclaration pour les rubriques 1532 et 2910.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète sa demande par une analyse de conformité aux arrêtés ministériels applicables à ses installations et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté préfectoral d'autorisation n°5331 du 15/04/2013 ; 			

- Arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, selon les dispositions de l'article 1 qui définit les prescriptions applicables aux installations existantes ;
- Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration dont la rubrique 1532, selon les dispositions de l'annexe III qui fixe les conditions applicables aux installations existantes ;
- Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, selon les dispositions de l'article 2 qui fixe les prescriptions applicables aux installations existantes.

Il est à préciser que l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 n'est pas applicable aux installations existantes.

L'exploitant précise également s'il souhaite que ses installations restent soumises aux règles de procédures des installations soumises à autorisation ou que ses installations soient gérées par les règles de procédures du régime de l'enregistrement.

Dans un second temps, l'inspection proposera à la préfecture un arrêté préfectoral complémentaire pour actualiser les prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Evolution du site

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.

Constats :

En 2018, l'exploitant avait transmis une demande d'examen au cas par cas pour la création d'une unité de cogénération biomasse, comprenant une unité d'une puissance électrique comprise entre 5 et 8 MW, dans le cadre de l'appel d'offres national de la Commission de Régulation de l'Énergie dénommé COGEBELLE. L'exploitant a précisé que le projet avait été abandonné et non construit.

Dans le cadre de la visite d'inspection du 12 mars 2020, l'exploitant avait exposé ses projets de modernisation de certaines installations et en particulier la mise en place d'un nouveau sécheur de type "Dryer One" de 14 MW d'une capacité de 420 m³ de séchage de granulés, ainsi que la mise en place d'une nouvelle chaudière. L'exploitant a précisé que le projet avait été abandonné.

Lors de la visite, il a été constaté :

- la création d'un auvent de stockage sur la parcelle 25 section ZR à l'ouest du site. Cet auvent de stockage a été créé afin de stocker des palettes fabriquées sur site à l'abri des précipitations afin de respecter les exigences de qualité de certains clients ;
- la création d'une réserve d'eau incendie sur une parcelle située en dehors de son périmètre d'exploitation ;
- un stockage de bois brut, sur les parcelles 586, 587, 588, 589, 590 section B situées de l'autre côté de son périmètre régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (article 1.2.2) avec une circulation des véhicules traversant la route communale et la mise en place d'un STOP sur la voie communale pour permettre la circulation des véhicules d'exploitation.

L'exploitant a également évoqué ses projets à moyen / long terme d'acquisition éventuelle de parcelles supplémentaires afin d'améliorer la circulation des véhicules sur son site et la gestion des parkings des personnels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection un dossier à jour permettant de présenter les modifications réalisées sur son site depuis le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2013.

Il complète également son dossier par un plan actualisé du site et la liste de l'ensemble des parcelles exploitées.

L'exploitant s'assure auprès de la commune de Secondigné-sur-Belle de la mise en sécurité de la circulation des véhicules accédant à l'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Défense incendie et confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2000, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie

Prescription contrôlée :

La SAS SCIERIE ARCHIMAUD & Fils réalise dans un délai de 3 mois, une étude globale portant sur la défense incendie du site et le confinement des eaux d'extinction incendie du site qu'elle exploite au 7 rue de la Dare, 79170 SECONDIGNE-SUR-BELLE.

Cette étude comprend *a minima* :

- une évaluation des besoins en eau d'extinction du site (document technique D9) et moyens à disposition (poteaux, réserves...) ;
- une évaluation des volumes nécessaires au confinement des eaux d'extinction incendie (document technique D9A) ;
- la création d'un Plan d'Établissement Répertoire (ETARE) ;
- un échéancier de réalisation des travaux et des mesures correctives à mettre en œuvre pour que la défense incendie du site soient assurés sur l'ensemble du site.

Constats :

Suite à l'incendie du 9 septembre 2019 et au constat du SDIS transmis à l'inspection dans son courrier du 19 septembre 2019, et considérant que la défense incendie du site n'était pas assurée de manière satisfaisante, un arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2020 a été validé demandant à l'exploitant de transmettre une étude globale portant sur la défense incendie du site et le confinement des eaux d'extinction.

Par courrier du 23 décembre 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude de dimensionnement D9/D9A qui a été réalisée par la société Environnement XO et qui précise la nécessité de disposer d'un besoin en eau d'extinction de 780 m³ sur site et d'un besoin en confinement en eau d'extinction de 2 034 m³.

Par courrier du 11 octobre 2021, l'exploitant a précisé avoir implanté deux réserves d'eau incendie supplémentaires, à savoir une réserve fixe située au Sud-Ouest d'une capacité de 200 m³ et une réserve souple au Nord-Est du site d'une capacité de 240 m³.

Le jour de la visite, les 3 réserves incendie nécessaires à l'intervention des services d'incendie et de secours sont bien présentes et il a été constaté :

- autour de la réserve d'eau fixe incendie de 200 m³ située au sud-ouest du site, la présence d'un stockage de bois devant les bouches d'aspiration ainsi que la présence de 2 grumes de bois posées au sol sur la voie d'accès pour interdire la circulation en complément de la chaîne rouge et blanche ;
- autour de la réserve d'eau souple incendie de 240 m³ située au Nord-Est du site, la présence de véhicules du personnel situés dans la zone de l'aire d'aspiration.

Au vu des constats, l'accès rapide des services d'incendie et de secours aux bouches d'aspiration et à l'aire de stationnement est impossible.

L'exploitant a présenté à l'inspection la dernière version du Plan d'Établissement Répertoire qui a été validée par le SDIS.

Concernant la rétention des eaux d'extinction, dans son courrier de décembre 2020, l'exploitant précise avoir mandaté l'entreprise COLAS pour la réalisation d'un plan topographique du site afin d'étudier la captation des eaux d'incendie sur le terrain d'exploitation, du fait de la difficulté de créer un bassin de confinement dédié.

L'exploitant a présenté l'étude qui a été réalisée sur la base du besoin en eaux d'extinction calculé avec la règle de calcul D9 soit 780 m³ et non sur la base du besoin en rétention des eaux d'extinction calculé par D9A soit 2 034 m³.

Il a été constaté que les dispositifs permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction n'ont pas encore été réalisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur le confinement des eaux d'extinction :

L'exploitant actualise l'étude topographique permettant de garantir un confinement des eaux d'extinction pour un volume de 2 034 m³. Un arrêté de mise en demeure a été proposé au préfet intégrant les échéances suivantes :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet l'étude actualisée à l'inspection avec le descriptif des actions de confinement prévues. L'étude devra permettre de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction utilisées sur le site pourront bien être recueillies.

Sous 12 mois, il met en place les dispositifs permettant de garantir le confinement des eaux d'extinction incendie sur le site et transmet à l'inspection la procédure de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction.

Pour mémoire, l'obligation de confinement des eaux d'extinction est déjà prévue par l'article 9.4 V de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2013 qui précise : *"Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel."*

Sur l'accessibilité des réserves d'incendie :

L'exploitant s'assure en permanence de l'accessibilité des aires d'aspiration des réserves d'eau incendie. Les prescriptions techniques des aires d'aspiration sont fixées par le règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie (RDDECI) du SDIS 79.

Les voies d'accès interdites à la circulation normale mais nécessaires pour l'intervention des services d'incendie et de secours doivent être dégagées en permanence.

De plus, conformément à l'article 9.1.5 de l'arrêté préfectoral, les installations doivent être fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2013, article 4.3.4

Thème(s) : Situation administrative, Rejet eaux

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Milieu récepteur
N° 1 (près des bureaux)	Eaux pluviales de voiries	Fossé puis bassin de décantation	Rivière « la Belle »
N° 2 (près du pont bascule)	Eau de lavage camion + aire de distribution	Décanteur – séparateur d’hydrocarbures + fossé puis bassin de décantation	
N° 3 (près de la maintenance)	Eaux pluviales de voiries	Fossé puis bassin de décantation	
N° 4 (près de la réserve incendie)	Eaux pluviales de voiries		

Constats :

La visite d'inspection fait suite également à une demande d'information de la part de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) sur la gestion du fossé et du bassin de décantation ainsi que sur les risques éventuels de pollution de la rivière La Belle.

Conformément à l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale, l'ensemble des eaux pluviales (toiture et ruissellement) est repris par des avaloirs repartis sur le site puis évacué vers un fossé bordant le site au Nord, qui rejoint un bassin de décantation avant rejet vers la rivière La Belle.

Chaque année, l'exploitant doit faire intervenir une société de travaux publics pour curer la moitié du fossé de 410 mètres ainsi que le bassin de décantation. L'exploitant a présenté la facture d'intervention de la société qui est intervenue en juillet 2025. Lors de la visite, il a effectivement été constaté que le fossé a récemment été curé en partie.

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats de mesures des rejets qui sont conformes sur les paramètres mesurés : Température, pH, DCO, DBO5, MES, et indice hydrocarbures C10-C40.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un registre de suivi du curage du fossé et du bassin de décantation permettant d'enregistrer l'ensemble des interventions accompagné éventuellement de photos.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois